

**Les enjeux politiques et
électoraux de l'islam en France:
crispations, fantasmes et réalités**

PROGRAMME

COMMUNIQUÉ

Les enjeux politiques et électoraux de l'islam en France : crispation, fantasmes et réalités
A travers son 11ème colloque annuel, Musulmans de France aborde la place du fait religieux musulman dans notre société française, à l'aune de la période électorale et des débats politiques et sociétaux marqués par une focalisation accrue sur les thèmes de l'immigration, de l'intégration et de l'islam.

Notre ambition est de recadrer le débat autour de l'approche du fait religieux dans la société la plus sécularisée d'Europe. Par nature, le fait religieux interpelle et ses pratiques plus ou moins visibles interrogent. Ainsi, les formes d'adaptation du culte musulman à son environnement culturel français sans être en porte à faux avec ses fondements deviennent la question centrale à résoudre pour limiter la dissonance avec le corps français.

Au-delà du travail théologique d'adaptation de la deuxième religion de France, ce colloque souhaite également interroger la responsabilité des représentants musulmans et des politiques de tout bord dans la gestion de cette visibilité. L'échec de l'intégration prôné ici et là, est-il bien réel ou fantasmé ? La société française rejette-elle le fait religieux par nature ?

Intellectuels, théologiens, responsables musulmans, nos invités tenteront d'apporter des éclairages et animer les débats autour de la visibilité du culte. Est-elle réelle ou exagérée ? Quelle position les citoyens musulmans doivent-ils adopter entre défense de leurs droits et libertés, et discrétion requise, voire exigée, par certains ? Quelle responsabilité pour les politiques et les médias qui font de l'islam une priorité, alors que nos concitoyens sont préoccupés plus par des sujets économiques et sociaux ? Le dialogue pédagogique avec la société, la réforme de la jurisprudence, la défense des libertés fondamentales et constitutionnelles sont-elles les seules voies de réconciliation ?

Chaque année, Musulmans de France participe à travers son colloque annuel à la vie sociale et politique de notre pays en lien avec le fait musulman. La thématique dans les débats actuels s'est imposée d'elle-même : la visibilité du fait religieux en France.

Paris, le 10 mars 2022

Musulmans de France

A l'aube d'un nouveau quinquennat, et au regard des récents événements sanitaires, politiques et sécuritaires, les Français sont plus que jamais animés par les questions économiques, sociales mais aussi sociétales.

Le fait religieux est également un sujet incontournable de ces dernières années. Ce sujet apporte à la fois son lot de polémiques, souvent fantasmées, mais aussi ses interrogations sociétales légitimes. Ainsi, l'on pourra à la fois discuter du retour du fait religieux, de son avancée dans les espaces publics – réels et virtuels, mais aussi de la question importante du lien avec des éventuelles radicalisations. En outre, chaque interrogation est constamment tiraillée entre réalité, souvent difficile à mesurer, et instrumentalisation politique ou médiatique.

Si la présence du culte musulman en France est indéniable, qu'en est-il de sa visibilité ? Les pratiques religieuses, plus ou moins visibles, bénéficient d'un cadre juridique stricte et déterminé. Le principe de laïcité est un droit et une liberté, garantis par la Constitution. Toutefois, s'il nous faudra à nouveau rappeler les fondements juridiques de ce principe de liberté, d'égalité et de libre exercice, il ne suffit pas à lui seul pour pouvoir pleinement appréhender le phénomène religieux et sa visibilité.

En effet, au sein d'une société sécularisée, la pratique religieuse dénote. La question qui se pose alors pour les citoyens de confession musulmane est de trouver le juste milieu entre une certaine discrétion requise pour une meilleure assimilation avec le groupe et la nécessité de développer une approche pédagogique de négociation et de défense du droit à la pratique religieuse. La réflexion sur ces différentes approches ont déjà été entamée notamment à travers les travaux menés au cours de la dernière décennie afin de construire des avis canoniques pouvant parfaitement s'inscrire dans le contexte occidental moderne. Si l'on peut se féliciter de nombreuses avancées sur le terrain théologique, cultuel et canonique, le chemin à parcourir est encore important.

Dès lors, deux impératifs apparaissent. En effet, pour mener à bien cette réflexion profonde, les citoyens de confession musulmane peuvent engager un dialogue plus constructif avec l'Etat – et doivent surpasser les échecs précédents - mais aussi avec la société. La visibilité du culte musulman doit être appréhendée à travers un dialogue avec l'Etat garantissant le strict respect des droits et des libertés des citoyens, mais aussi de leurs devoirs. Toutefois, elle doit également être abordée à travers le regard des autres composantes de la société française. L'enjeu ici est crucial car il s'agit non seulement de trouver un équilibre pour les musulmans de France mais aussi de rassurer nos concitoyens et in fine, d'assurer la meilleure cohésion sociale entre les citoyens quelle que soit leur confession.

En effet, et c'est là le deuxième axe que ce colloque aspire à développer, à savoir que la sécularisation de la société française peut expliquer la singularité de la visibilité du fait religieux. Toutefois, la récente méfiance d'une minorité de la société est le fruit d'événements tragiques ayant bouleversé la société française ce qui tend à favoriser un plus grand rejet.

Les attentats terroristes ont introduit la peur de l'islam, Dès lors, la question qui se pose est de savoir si la société, dans sa majorité, n'accepte pas le fait religieux ou si le problème, subtil, à savoir si la société doute-elle de la capacité du fait religieux à vouloir la paix et le vivre ensemble.

Afin de répondre au mieux à ces interrogations, il nous faut identifier leurs sources et leur manière de s'alimenter.

Si le contexte politique et sécuritaire apparaît comme l'une des premières causes d'un certain rejet de la pratique musulmane, il serait hasardeux de ne pas prendre en compte son instrumentalisation comme l'une des secondes. En effet, depuis plusieurs années, le politique explore et exploite le filon de l'immigration, de la sécurité intérieure et extérieure et de la laïcité. Alors que le juridique a déjà statué depuis longtemps entre les différents sujets, le politique se plaît à les entremêler au grès des événements et au mépris des attentes des citoyens.

Or, chaque sujet fait appel à une des multiples identités d'un citoyen. S'il s'agit d'islam alors le citoyen sera un musulman mais s'il s'agit d'immigration, il est français rien de plus. La confusion des sujets entraîne une impression de surmédiatisation du fait religieux. Il convient alors de se demander quel est l'objectif derrière. Est-il simplement plus simple d'aborder un sujet a priori visible plutôt que d'adresser des craintes plus implicites et personnelles ? La crise sanitaire récente a lésé de nombreux citoyens parfois en marge du système économique – personnes âgées, foyers monoparentaux, étudiants. La question qui se pose alors est de savoir si les sujets mentionnés plus haut permettent de masquer, volontairement ou non, les exigences de justice sociales et économique des citoyens, où s'il s'agit d'une réelle crainte de la société ou encore les deux. Il apparaît difficilement concevable que la société française puisse être réceptive à un discours de haine et d'exclusion mais au regard de la tournure du début de campagne électorale, la question mérite d'être posée.

Ainsi, la visibilité du fait religieux pose la question de son insertion dans la société française à travers le cadre théorique juridique mais aussi la pratique réelle qui nécessite discrétion, intégration et évolution. De plus, afin de garantir sa pérennité, elle implique l'établissement d'un dialogue avec l'État, et donc des possibilités de représentation du culte musulman, mais aussi avec la société, et donc d'une pédagogie. Enfin, dès lors que la société française a dissipé toute inquiétude, le politique ne peut que changer de discours et adresser enfin les questions qui animent vraiment les Français, quelle que soit leur religion.

Ce colloque a donc pour ambition d'esquisser des débuts de réponse à travers trois tables rondes croisant les regards de chercheurs, experts et responsables associatifs.

13h30

Accueil des participants

14h00

Mot d'ouverture du colloque Mohsen NGAZOU Président de MF

14h15

Première Table-Ronde

15h20

La deuxième religion de France est particulièrement visible à travers des pratiques qui surprennent voire questionnent la société française. Le traitement politique et médiatique de ces interrogations alimente le débat sociétal mais il pousse également les musulmans de France à repenser leur lecture religieuse et les choix individuels et collectifs qui en découlent.

Dès lors, deux approches sont possibles. Une première vise à réfléchir aux possibilités d'adaptation de ces pratiques religieuses afin de limiter les heurts avec une société inquiète et soucieuse de l'unité. Une seconde pose le choix de légitimer la visibilité de ces pratiques dans la mesure où elles peuvent être constitutives d'une certaine part de l'identité religieuse musulmane et qu'elles sont garanties par le droit. Se pose alors la nécessité de faire émerger un islam français, réconciliant pratiques culturelles et unité nationale.

En outre, le concept d' « Islam de France » a fortement évolué depuis ses prémisses, il y a trente ans. Pour autant, son potentiel reste insuffisamment exploré et exploité. S'il permet de mettre en avant une lecture dite « contextualisée » de la pratique de l'islam, il appelle encore à être approfondi et à s'inscrire de façon harmonieuse dans le cadre national. Ainsi, la question qui se pose est de savoir si la visibilité du fait religieux implique en réalité intrinsèquement la nécessité de repenser le culte.



Bernard GODARD, chercheur associé au CeSor (Centre d'études en sciences sociales des religions, dépendant de l'EHESS), enseignant dans plusieurs instituts musulmans

La visibilité de la présence musulmane en question ?



Arbi BICHRI, Théologien Doyen de l'IESH (Château-Chinon)

Les pratiques religieuses et leur visibilité : quels fondements et quelles limites?



Modérateur:
Rachid LAAMARTI
Acteur associatif et spécialiste de l'architecture musulmane.

15h40

Deuxième Table-ronde

16h50

La focalisation des politiques et des médias sur le dossier du culte musulman en France n'est plus à démontrer. D'abord, la question du voile, puis celle de l'organisation centralisée du culte, et plus récemment la loi confortant les principes de la République, ont alimenté l'idée d'un traitement exceptionnel du fait musulman en France.

Le dialogue entre l'Etat et la deuxième religion en France est jonché depuis quelques décennies par plusieurs initiatives, toutes plus ou moins infructueuses. Pourtant,

La visibilité donnée au culte musulman à travers une organisation centrale n'a pas su répondre aux attentes des fidèles musulmans ni apaiser les inquiétudes et les crispations de la société, préoccupée par les attentats perpétrés en France. Dès lors, il s'agit de savoir si l'échec se situe au niveau de l'intégration individuelle ou de la représentation collective. Comment la religion est devenue le prisme essentiel pour désigner l'Autre ? Quels rapports a-t-elle avec d'autres thèmes tels que l'immigration, la culture, l'insécurité, le passé colonial, etc. ? Quelle part de responsabilité incombe aux musulmans dans cette construction commune ?



Franck FREGOZI, Directeur de recherche au CNRS (UMR Grsl, Campus Condorset), Chargé de cours à Sciences Po (Aix-en-Provence)

Visibilité de la présence musulmane entre crispation et fantasmes ?



Didier LESCHI, Ancien chef du BCC, Directeur général de l'OFII

Dialogue Etat-Culte Musulman : le récit d'initiatives infructueuses !



Amar LASFAR, Imam recteur de la Grande Mosquée de Lille

Dialogue Etat-Culte Musulman : quelle part de responsabilité incombe au culte musulman ?



Modératrice : Anne-Bénédicte HOFFNER

Directrice adjointe de la Rédaction de La Croix.

17h00

Troisième table-ronde

18h15

La campagne électorale pour les Présidentielles Françaises a commencé avec des discours plus que virulents à l'encontre de l'islam et de ses fidèles – citoyens de confession musulmane. Ces discours ont manifestement stigmatisé religion musulmane en la qualifiant de problématique voire incompatible avec les principes de la République. Assimilé à un étranger, le citoyen de confession musulmane serait de nature à être en désaccord, voire en contradiction avec les valeurs républicaines – la laïcité en particulier. Certains politiques et intellectuels évoquent des néologismes et des concepts tels que « insécurité culturelle », « grand remplacement », « séparatisme islamiste », qui témoigneraient d'un échec d'assimilation et surtout d'intégration.

S'ajoute à tout cela, les séquelles collectives des événements tragiques du terrorisme qu'a vécu notre pays et qui alimentent une perception brouillée de la visibilité de la présence musulmane. Le contexte politique et le traitement médiatique apporte une attention démesurée au fait religieux, lui accordant potentiellement une importance surestimée. Le citoyen musulman se retrouve bien malgré lui dans une posture répétitive de justifications et de réponses aux injonctions multiples de son environnement.

Dès lors, comment les citoyens musulmans peuvent s'intégrer au corps français alors même qu'on exige d'eux qu'ils justifient la moindre différence ? Il convient alors de remettre en question les tentatives de pointer les différences au mépris du commun et surtout de rappeler que les musulmans de France sont parfaitement intégrés pour l'immense majorité d'entre eux. Il s'agit également de savoir décrypter les moments importants de vie politique et sociale, qui fondent l'avenir des générations futures pour garantir l'inclusion de tous les citoyens français.



Vincent GEISSER, chercheur CNRS, IIREMAM (Aix Marseille Université)

Le triangle électoral de la peur : islam, immigration et identité nationale au cœur de la campagne présidentielle.



Tareq OUBROU, Grand Imam de Bordeaux, Théologien, Auteur d'ouvrages

Le politique et l'islam en France, instrumentalisation ?



Haoues SENIGUER, Maître de conférences à l'IEP de Lyon, chercheur au laboratoire Triangle (Ecole normale supérieure, CNRS, UMR Lyon)

Les musulmans sont-ils le maillon faible de la politique sécuritaire ? Objectiver et comparer.



Modérateur : Mohamed ATEB
Président de l'association AJMFB à Dijon

NOTES

A series of horizontal dotted lines for taking notes, spanning the width of the page.

SAMEDI, 19 MARS 2022
13H30 - 18H30 Paris - Bagnole



MUSULMANS
DE FRANCE

COLLOQUE ANNUEL 11^{ème}

Les enjeux politiques et électoraux de l'islam en France : crispation, fantasmes et réalités.

Novotel Est-Porte de Bagnole
1, Av de la République 93170



BUS 76 102 122 221 318 351



Entrée Gratuite
Inscription Obligatoire



<https://vu.fr/pClo>

Musulmans de France

20 rue de la Prévoté 93120 La Courneuve - 01.43.11.10.60 - contact@musulmansdefrance.fr